



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

Un programme concret pour l'Île-de-France

Union des Centristes et Réformateurs  
pour notre région

[www.plandurgence.fr](http://www.plandurgence.fr)



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

ELECTIONS  
REGIONALES  
14 et 21  
mars 2010

## Un silence tonnant

**F**ranciliennes et Franciliens, pourquoi n'entendez-vous parler de votre région qu'une fois tous les 6 ans, à l'occasion des élections ? Pour une raison simple: le bilan de ceux qui la gèrent est calamiteux. Depuis 12 ans, une majorité « vert-rose » est aux commandes en Île-de-France. Que constatons-nous ? Sur tous les sujets qui comptent : **transports, logement, conditions de vie, emploi et économie, éducation, la région est à la traîne.** Les seules choses qui ont augmenté notablement, avec M. Huchon et ses associés, ce sont la dette, les impôts, les dépenses de communication, les embouteillages et les retards dans les transports publics. Sans oublier, hélas, les scandales et les condamnations pénales qui ont frappé jusqu'à M. Huchon lui-même, pour prise illégale d'intérêts ! Dans un pays démocratique normal, celui-ci n'aurait même pas osé se représenter. Mais la France est-elle encore une démocratie normale ?

En réalité, le seul espoir de l'équipe sortante, par-delà les chamailleries entre Verts et Roses, est que les électeurs, pour manifester leur mauvaise humeur contre MM. Sarkozy et Fillon, la reconduiront et lui permettront de continuer à gérer médiocrement l'Île-de-France.

En face, à droite, on parle de revanche et de reconquête pour conforter la politique du gouvernement, de leçons à donner à l'opposition. Bref, **la région passe au second plan de rivalités nationales.** Depuis deux mois, la campagne électorale est particulièrement attristante : on se reproche des siestes au travail ou des vacances aux Maldives, on s'injurie ... et, pendant ce temps, les Franciliens s'entassent dans des transports bondés quand les grèves ne les ont pas supprimés.

Plan d'Urgence pour l'Île-de-France veut rompre avec cette médiocrité. Notre liste, issue du regroupement des forces du Rassemblement centriste, du *Parti Libéral Démocrate* et du *Mouvement pour une gauche moderne* est indépendante des vieux appareils politiques. Elle veut remettre l'Île-de-France au premier plan du débat électoral et apporter les solutions concrètes qui faciliteront notre vie quotidienne, aujourd'hui inutilement stressante parce que la région est mal organisée.

Ce dont nous souffrons avant tout, c'est d'un manque d'imagination et d'ambition. Prenons un exemple. Depuis longtemps, rien ou presque n'est fait pour améliorer le réseau routier. Pourquoi ? Parce que l'automobile et la moto sont diabolisées. Pourtant, elles sont souvent indispensables pour que puissent se déplacer ceux qui ne peuvent pas s'offrir le luxe d'habiter Paris intra-muros, pour maintenir à des durées raisonnables les temps de transport de banlieue à banlieue et tout simplement pour éviter la saturation totale des transports collectifs existants ! Les progrès technologiques (véhicules hybrides, électriques, etc.) les rendent de moins en moins polluants et de plus en plus silencieux. Or, M. Huchon et ses associés s'apprêtent à passer complètement à côté de cette révolution.

De même, pour le logement, le système des HLM est paralysé alors que la construction pourrait être relancée si les occupants du secteur social avaient la possibilité d'acquérir leurs appartements dans de bonnes conditions, ce qui libérerait des ressources pour bâtir à nouveau. On pourrait parler de l'accueil dans les lycées, de l'accès au très haut débit informatique pour tous, de la possibilité d'exploiter des bus privés ou de l'automatisation du RER : la région pourrait beaucoup mieux faire là où elle est censée agir. Elle pourrait aussi laisser aux Franciliennes et aux Franciliens la liberté d'organiser eux-mêmes leur mode de vie.

**Plan d'Urgence pour l'Île-de-France veut libérer les énergies et les talents dans notre région, rompre avec l'immobilisme et mettre en oeuvre rapidement toutes les mesures qui vous faciliteront la vie.**



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

ELECTIONS  
REGIONALES

14 et 21

mars 2010

**L'**Île-de-France a tout pour devenir une région de référence en Europe par son dynamisme économique, sa culture et la qualité de son environnement. Elle peut procurer à ses habitants le niveau et le confort de vie, les emplois et les services des grandes métropoles mondiales. Point de rencontre de l'Europe du Nord et du Sud, la géographie joue pour elle. Ses entreprises, le savoir-faire des Franciliens concourent à sa prospérité et sa vitalité culturelle. Ses universités et ses laboratoires de recherche favorisent l'épanouissement des talents. Et pourtant, depuis près de 20 ans, les difficultés des Franciliens s'accumulent. En témoignent l'insuffisance du nombre de logements, les déficiences criantes des transports en commun, les taux de chômage et de recours aux aides sociales inacceptables pour une capitale économique et l'inadaptation des formations professionnelles financées par la région au monde moderne. Les liens civiques et sociaux sont mis à mal par la persistance d'une trop forte délinquance ; le stress nuit à la qualité de vie de tous.

## Comment peut-on gaspiller autant d'atouts ?

Depuis trente ans, les élus régionaux n'ont pas voulu prendre à bras-le-corps les impératifs de modernisation de la région : ni ceux de gauche, pourtant au pouvoir depuis 12 ans en Île-de-France, ni ceux de droite qui nous promettent, dès aujourd'hui, un « grand Paris » opérationnel ... dans quinze ans. Le budget de fonctionnement de la région a triplé depuis 2004, mais pour quels résultats sinon une augmentation de la pression fiscale et un alourdissement de la bureaucratie régionale ?

**Les Franciliens ont le sentiment justifié, d'être les otages d'une partie de bras de fer politicienne, dont les objectifs sont plus au service d'enjeux de pouvoirs nationaux que de leurs besoins réels.** Ce gaspillage a miné la confiance des Franciliens à l'égard de leurs élus. Combien de Franciliens savent véritablement à quoi servent les près de 5 milliards d'Euros de dépenses du Conseil Régional d'Île de France ?

**POUR CHANGER NOTRE RÉGION,  
LIBÉRONS LES INITIATIVES !**

[www.plandurgence.fr](http://www.plandurgence.fr)



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

ELECTIONS  
REGIONALES  
14 et 21  
mars 2010

## 1 - Des transports collectifs performants au service des Franciliens

Onze millions de Franciliens constatent tous les jours les déficiences du système actuel. Le réseau ferré francilien peut être modernisé, automatisé pour être plus fiable et plus confortable. Par ailleurs, les offres de transport supplémentaires peuvent être nombreuses si nous modifions la réglementation afin d'autoriser les initiatives locales en alternative aux monopoles actuels.

1. Autoriser les lignes de dessertes par des bus privés pour multiplier les modes de transport collectifs : lignes nouvelles, lignes express, taxis collectifs.
2. Exiger 5.000 licences supplémentaires de taxis pour des véhicules peu polluants au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés de reconversion professionnelle.
3. Engager l'automatisation des principales lignes de RER et de métro pour accroître leur cadence, leur confort et leur régularité.
4. Faire fonctionner ces lignes la nuit de samedi à dimanche.
5. Donner à la région le contrôle majoritaire du syndicat des transports d'IDF mais supprimer parallèlement les monopoles RATP et SNCF afin d'avoir plus de transparence et de dynamisme dans la gestion du service public.
6. Prolonger la ligne 14 du métro pour doubler la ligne 13 et assurer une desserte entre Carrefour Pleyel et Orly.
7. Faciliter le projet Charles-De Gaulle Express (Roissy/Gare de l'Est) pour désaturer la ligne A du RER.
8. Supprimer l'interconnexion RATP/SNCF de Nanterre sur la ligne A du RER, source permanente de retards et point de blocage majeur dans tous les cas de grève.

## 2 Facilitons les transports individuels :

La guerre idéologique contre la voiture et la moto pénalise injustement les Franciliens. L'insuffisance de l'offre de transports en commun, la fréquence des incidents et grèves aggrave un peu plus leur situation. Le transport individuel reste donc un moyen de déplacement essentiel, notamment pour les familles qui ont des enfants, les personnes à faible mobilité et tous ceux dont l'habitat n'est pas desservi par les transports en commun. C'est pourquoi chaque Francilien doit pouvoir emprunter sa voiture sans se sentir coupable. Ne nous trompons pas d'époque : anticipons la généralisation à venir des voitures « propres », hybrides ou électriques et favorisons une circulation fluide, adaptée aux usages et aux besoins des 10 prochaines années.

1. Boucler enfin les A 86 et A 104.
2. Autoriser les projets de nouvelles routes et autoroutes financés par le secteur privé qui sont gelés depuis 20 ans, l'automobile et la moto devant cesser d'être considérées comme des ennemies par les pouvoirs publics. La région prendra à sa charge les péages des véhicules propres afin de favoriser leur développement.  
*À titre d'exemples, pourraient être relancés le prolongement de la Francilienne entre Cergy-Pontoise et Poissy, celui de l'A12 de Saint-Quentin-en-Yvelines aux Essarts-le-Roi, la jonction A13-N12, l'amélioration de la liaison Meaux-Senlis ou la mise en souterrain de la N13 entre Paris et La Défense.*
3. Relancer la construction de parkings souterrains.
4. Demander la dépenalisation des PV de stationnement afin de rendre à chaque municipalité la responsabilité de sa politique de stationnement.
5. Faire cesser le racket que constitue la mise en fourrière de véhicules qui ne gênent pas véritablement les déplacements et la sécurité du public.



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

ELECTIONS  
REGIONALES  
**14 et 21**  
mars 2010

## 3 - La liberté de choisir son habitat

La logique du système actuel est restrictive : une fois dans une HLM, les locataires restent quasiment à vie dans leur logement, quels que soient leurs revenus. Cette absence de mobilité accélère la hausse des prix du marché locatif privé et alourdit les contraintes de transport pour aller au travail. La pénurie est renforcée par le manque de terrains déclarés constructibles. C'est le règne de l'arbitraire et de l'opacité. Nous devons changer la façon de penser notre politique du logement en réformant la réglementation afin de dynamiser le marché locatif dans son ensemble et faciliter la construction pour faire baisser les prix de l'accession à la propriété.

1. Vendre aux occupants des HLM leurs logements pour une mensualité de remboursement n'excédant pas leur loyer.
2. Autoriser la viabilisation des terrains en friche, reconvertir des sites industriels ou administratifs pour construire 100.000 logements neufs par an.
3. Réformer la législation de la location afin que les propriétaires bailleurs ne s'inquiètent plus de louer leurs logements vacants.
4. Exonérer de la part régionale de taxe foncière les bureaux reconvertis en logement.
5. Assouplir les règles d'urbanisme pour permettre de densifier l'habitat sous réserve du respect de prescriptions de qualité architecturale et environnementale.
6. Supprimer les dispositions des PLU qui découragent inutilement les projets immobiliers.

## 4 - Une politique active en faveur de l'emploi

Les grandes mesures en faveur de la croissance et de l'emploi sont du ressort du gouvernement et du parlement. Mais la région dispose d'outils pour faire sauter les verrous qui figent le dynamisme de ses acteurs économiques. Elle peut simplifier les démarches administratives des entreprises, notamment petites et moyennes et soulager ces acteurs de blocages inutiles. Nombre d'agences régionales de soutien à l'activité économique, à l'innovation, à l'emploi, doublonnent des structures existantes. Elles augmentent la complexité administrative et nuisent à la compétitivité des entreprises. Nous préconisons également d'instaurer un certain nombre de zones franches dans une perspective expérimentale. Les tentatives passées ont souvent fait la preuve de leur capacité à stimuler l'économie et l'emploi bien au delà de leur zone d'implantation.

1. En s'inspirant du « Grand Paris », accompagner la croissance de trois grands espaces de développement régional : « Massy/Saclay », « Roissy/Le Bourget/Paris-Nord », « Vallée de la Seine/Mantes-la-Jolie ».  
*A titre d'exemple, sera prioritaire une intervention sur le nœud d'infrastructures de Massy afin d'en faire un véritable « port » urbain (entre autoroutes, TGV et RER) et constituer ainsi Massy en pivot de l'ensemble du «Cône Sud de l'innovation». De même, le développement au Bourget d'un nouveau quartier relié à Roissy et Paris, dédié notamment au « hub » portuaire, aux commerces, aux activités financières, aux loisirs et à la résidence.*
2. Équilibrer le budget régional. Après le dérapage de la fiscalité locale (hausse des impôts de plus de 50 % sous les deux dernières mandatures régionales), la dette régionale a explosé depuis 2006 lorsque la fiscalité n'a plus suffi à nourrir la hausse des dépenses. Face à la montée des dépenses inutiles, une « revue générale des politiques régionales » (R.G.P.R.) sera lancée, précédée d'un audit confié à un organisme indépendant. La région doit faire mieux sans augmenter la fiscalité régionale, pour ne pas pénaliser l'activité. Un grand projet pourra servir de fil conducteur aux efforts consentis dans les infrastructures : une candidature du « Grand Paris » à l'organisation d'une exposition universelle. La région devra donc demander au gouvernement, comme il en a seul la possibilité juridique, de relayer cette ambition.
3. Autoriser un plan volontariste de « fibrage optique » par des entreprises du secteur, choisies par appel d'offres. Le problème est crucial pour les « zones grises », c'est-à-dire les zones peu urbanisées de l'IDF.



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

ELECTIONS  
REGIONALES  
**14 et 21**  
mars 2010

## 5 - Une formation adaptée aux besoins économiques

L'enseignement secondaire relève de la compétence de la région. Il constitue pour nous un enjeu central, tant pour la formation citoyenne des nouvelles générations que pour leur futur accès au marché de l'emploi. Nous proposons de favoriser la création de nouveaux établissements scolaires dans les zones difficiles. Ces établissements libres sous contrat proposeront des projets pédagogiques novateurs aux élèves et à leur famille. Par ailleurs, le maquis de formations financées par le Conseil Régional bénéficie à ceux qui en font leur métier plus qu'aux élèves.

1. Afin de lutter contre le gaspillage des talents, apporter un soutien de la région aux projets de création de nouveaux établissements scolaires.
2. Soutenir le régime de l'internat, afin de permettre aux élèves les plus travailleurs issus des familles défavorisées de sortir de cadres de vie parfois peu propices. Des bourses seront accordées dès le collège aux élèves qui réussiront l'examen d'admission dans ces établissements.

## 6 - Un Conseil Régional efficace et économe de ses ressources

La mauvaise organisation de nos collectivités territoriales est au cœur du dysfonctionnement de nos politiques locales et nécessite une réforme institutionnelle. Le triplement de ses dépenses de fonctionnement en 6 ans s'est traduit par une hausse de 84 % des impôts franciliens depuis 1998, mais aussi par une ascension fulgurante de la dette qui atteint 2.7 milliards d'euros pour la seule Ile de France. Le retour à une saine gestion, sans dépenses de communication astronomiques, ni subventions opaques, s'impose plus que jamais : nous nous battons pour une réforme du statut de l' élu local, l'interdiction de cumul des mandats électoraux, le strict respect du principe de subsidiarité entre les différents échelons administratifs, la suppression des « communautés d'agglomération », la redéfinition des compétences des communautés de communes, l'introduction de la concurrence là où les monopoles sont inefficaces et des référendums d'initiative populaire.

1. Renforcer la lutte contre le fléau de la corruption. Offrir davantage de moyens de contrôle et de sanction de la Chambre Régionale des Comptes.
2. Encadrer les subventions aux associations, multipliées par 9 en 10 ans, en instaurant des contrats d'objectif pluriannuels, garantis par la transparence de leurs budgets. Rendre ces subventions publiques et faciles à suivre.
3. Regrouper Paris et la petite couronne (92 – 93 – 94) dans un département unique : c'est une nécessité, prônée par plusieurs rapports malheureusement « enterrés ». La région fera tout pour en faciliter l'émergence.
4. Les économies réalisées grâce à cette fusion seront affectées au financement des grands projets de transport, priorité absolue du plan d'urgence.
5. Reprendre à zéro le schéma de développement régional (SDRIF), actuellement enlisé, pour se conformer aux priorités de notre plan d'urgence.
6. Faire dresser par un organisme indépendant la liste de toutes les formalités bureaucratiques inutiles en matière d'urbanisme, de logements, de transports et de vie économique et la rendre publique. Objectif : les simplifier autant que possible. Rendre systématique l'e-administration (traitement des tâches administratives à distance).
7. Tous les ans, organiser un compte-rendu de mandat régional dans chaque département.
8. Mettre en place le référendum d'initiative populaire : toute pétition signée par au moins 100 000 Franciliens pourra faire inscrire une proposition de délibération à l'ordre du jour du Conseil régional. La population connaîtra alors la position défendue par chaque élu du Conseil régional. L'usage d'Internet facilitera ce type d'initiatives.



# PLAN D'URGENCE pour l'Île-de-France

ELECTIONS  
REGIONALES  
14 et 21  
mars 2010

## 7 - Un environnement au service du cadre de vie

Le Grenelle de l'environnement a fixé des objectifs pour l'habitat public et privé. Nous déplorons leur côté parfois irréaliste et le renchérissement de la construction qui s'ensuivra fatalement, mais il s'agit d'objectifs à l'échelle nationale. Nous aurions préféré des solutions locales, en adéquation avec les progrès de la science sur les énergies renouvelables et sur les matériaux de construction et d'isolation. Mais ceci est caractéristique des méthodes promues par les Verts, à base d'interdictions et de réglementations coercitives. Nous avons, pour objectif, de préserver réellement l'environnement et d'améliorer le cadre de vie des Franciliens, sans leur compliquer inutilement la vie.

En application du principe pollueur-payeur, notre vision de l'écologie s'appuie sur la liberté et la responsabilité, le rôle de la région étant d'informer les citoyens et de promouvoir l'innovation dans ce domaine. Les services publics environnementaux (ramassage des ordures, fourniture d'eau potable, entretien des espaces verts...) pourront être ouverts à la concurrence afin d'améliorer la qualité des prestations et d'éviter l'augmentation actuelle des dépenses de fonctionnement souvent hélas accompagnée de la baisse des investissements.

1. Améliorer le tri sélectif, encore insuffisant (création par exemple de containers spéciaux pour les piles, cartouches et petit électroménager) et le rendre économiquement attractif.
2. Améliorer le traitement des eaux usées. En zone rurale notamment, des initiatives technologiques restent à prendre comme la nano-filtration pour éliminer les pesticides.
3. Travailler avec les distributeurs pour promouvoir des emballages moins volumineux, et proposer des sacs plastique biodégradables, particulièrement dans les zones de mise en décharge. Accentuer le développement du biogaz comme ressource énergétique.
4. Lutter contre le « mitage » de l'espace. La prolifération de hangars commerciaux à l'entrée des villes est une conséquence de la taxe professionnelle et de la politique des SAFER (morcellement des terres agricoles inexploitable et déclassées). Avant de taxer la valeur ajoutée, il faut imposer les nuisances générées par ces « activités » et supprimer les SAFER.
5. Favoriser le développement des énergies renouvelables dans le bâtiment en fonction des ressources locales, telles que la géothermie, le biogaz ou le solaire photovoltaïque, dans le bâti pour les constructions neuves et à l'occasion des réfections de toitures anciennes.
6. Favoriser le développement des stations de recharge et d'échange de piles pour les véhicules électriques.
7. Systématiser les délégations de service public pour les missions liées à l'environnement, de façon transparente et légale via des procédures d'appels d'offre.

**Plan d'Urgence pour l'Île-de-France** veut rompre avec les solutions qui ont fait la preuve de leur inefficacité. Notre liste, issue du regroupement des forces du Rassemblement centriste, du Parti Libéral-Démocrate et du Mouvement pour une gauche moderne est indépendante des appareils politiques. Elle veut remettre l'Île-de-France au premier plan du débat électoral et apporter les solutions concrètes au cœur de notre vie quotidienne.

**Avec votre soutien, elle y parviendra.**